

La France laisserait un « soutien logistique de transition » au Zaïre

Jacques Isnard

Le Monde, 21 juillet 1994

La France pourrait laisser au Zaïre, après le retrait de son dispositif « *Turquoise* » du Rwanda, un soutien logistique de quelque 200 à 300 militaires, auxquels serait confiée la mission d'assister les différents contingents africains venus épauler son action humanitaire. C'est l'une des hypothèses à l'étude, aujourd'hui, dans les états-majors français, qui n'en préparent pas moins le retour, sur ses bases de départ, en France ou en Afrique, du dispositif « *Turquoise* » entre la fin juillet et la mi-août, comme il a été annoncé précédemment.

A côté du contingent français proprement dit, qui ne compte pas moins de 2 500 hommes, « *Turquoise* » a rassemblé quelque 240 soldats sénégalais, une compagnie tchadienne, une section composée de militaires venus du Niger et du Congo, une dizaine de médecins et d'infirmiers issus de Mauritanie et, depuis peu, une demi-douzaine d'observateurs dépêchés par l'Égypte.

Selon les plans à l'étude, il s'agirait de laisser sur place, notamment à Goma et à Bukavu, au Zaïre, un soutien de 200 à 300 militaires français qui seraient prélevés sur le dispositif « *Turquoise* » et qui assureraient la logistique des éléments africains, le temps que l'ONU les prenne à son tour en charge. Les conditions de ce maintien, c'est-à-dire la durée et le volume du dispositif impliqué, devront être négociées avec le gouvernement zaïrois. Dans les états-majors, on parle d'un « *soutien logistique de transition* », notamment pour ce qui concerne le service de santé qui a installé ses antennes à Cyangugu, dans l'actuelle « *zone humanitaire sûre* » rwandaise, et qui pourrait être replié en face, à Bukavu, au Zaïre.

Dans cette seule zone, on dénombrait au début de la semaine, selon les estimations des états-majors, environ 2,5 millions de Rwandais, parmi lesquels 1

million d'habitants qui y étaient à demeure et 1,5 million de réfugiés. Depuis, cette zone tend à se vider, les Rwandais cherchant probablement l'eau, la nourriture et la sécurité au Zaïre. La crainte des militaires français est que, dans les faits, se reconstitue l'équivalent d'une zone humanitaire au Zaïre, là où il n'avait pas été prévu, à l'origine, d'en instituer.

Nombreux sont les militaires français qui se disent déçus des hésitations marquées, sur le terrain, par la plupart des organisations humanitaires. Le problème, expliquent-ils, est qu'on n'a pas prioritairement instauré des « *pôles* » d'action humanitaire là où se trouvaient les populations en difficulté et, donc, les besoins à satisfaire.

Cette solution aurait eu l'avantage de permettre de « *fixer* » les Rwandais, au lieu de les laisser errer au gré des mouvements militaires du FPR.